

L'État républicain et sa consolidation

En 1870, à l'occasion de la défaite de Napoléon III face à la Prusse, la République est proclamée pour la troisième fois en France.

Des années 1880 aux années 1940 la III^e République se présente comme un modèle de démocratie libérale.

Cette République se construit : elle s'affirme et se consolide par étapes, elle triomphe de ses adversaires, des épreuves et des crises, elle met en place une véritable culture politique républicaine. Ainsi sont posés des principes fondamentaux et durables (la démocratie, les libertés, la laïcité et les droits sociaux) qui entraînent l'adhésion de la Nation française.

Une démocratie libérale

La souveraineté nationale consacrée

Régime démocratique, la III^e République est fondée sur le principe de la souveraineté de la nation affirmé par la Déclaration de droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Cette souveraineté s'exerce par le suffrage universel qui permet aux Français de désigner leurs représentants. La loi de 1882 sur l'élection des maires par les conseils municipaux favorise également le développement de la démocratie locale.

Les institutions s'organisent autour de la chambre des députés, cœur de la vie politique. Le gouvernement, lié à la majorité parlementaire, est l'émanation du parlement. L'effacement croissant du rôle du président de la République renforce l'aspect parlementaire du régime.

Ces institutions républicaines apparaissent aux défenseurs du régime comme un modèle d'équilibre.

Une pratique démocratique

Les institutions démocratiques favorisent une vie politique intense qui s'exprime lors des campagnes électorales, des élections, des débats politiques passionnés au parlement. La presse, qui diffuse l'information politique, contribue à la formation du citoyen.

L'instabilité gouvernementale est la rançon du caractère parlementaire du régime et entretient dans le pays un antiparlementarisme endémique.

La vitalité des partis politiques, des cercles républicains et associations diverses favorisent l'essor d'une véritable sociabilité républicaine.

Un modèle politique

Au début du XX^e siècle, la III^e République devient un modèle politique.

Avec la monarchie parlementaire anglaise, elle est aux yeux de l'étranger la forme la plus achevée de démocratie libérale, qui semble alors la structure politique la mieux adaptée aux pays industrialisés ou en voie de modernisation.

Persuadée de la perfection de son système politique la III^e République veut l'exporter dans d'autres parties du monde.

La politique coloniale de la France est justifiée par la mission civilisatrice de la République. Porteuse des idéaux de la « grande Révolution », La France est la « nation guide », refuge et symbole pour les exilés politiques du monde entier.

L'affirmation des libertés et les droits sociaux

Les libertés assurées

La III^e République veut assurer les valeurs issues des Lumières et de la Révolution française, au premier plan desquels la liberté et l'égalité, qui, avec la souveraineté populaire et la laïcité sont les grands principes fondateurs du modèle républicain.

Des lois républicaines, notamment celles sur la liberté de presse ou les associations assurent et étendent les libertés fondamentales.

L'œuvre sociale de la République

Les républicains, en particulier les radicaux, s'appuient sur les classes moyennes émergentes à l'âge de l'industrialisation. Ils veulent assurer par la législation la solidarité et la promotion sociale de l'individu.

Une législation garantit les droits sociaux : réglementation du travail des femmes et des enfants en 1892, protection sociale contre les accidents du travail (1898), repos hebdomadaire obligatoire (1906), retraite pour les ouvriers et paysans (1910) et diminution de la durée du travail quotidien ramenée à 10 heures en 1904 et à 8 heures sur 6 jours en 1919.

La république améliore ainsi progressivement les conditions de travail et de vie des ouvriers, en réponse à leurs revendications, offrant une alternative aux projets révolutionnaires d'un syndicalisme particulièrement actif au début du XXe siècle.

Des pratiques sociales renouvelées

La loi sur la liberté d'expression, conjuguée au développement de l'instruction grâce à l'école et aux progrès techniques, favorise l'essor de la presse qui connaît son âge d'or en France au tournant du siècle.

La législation renforce aussi la sociabilité dans les villes et les villages, permettant la mise en place de multiples associations et sociétés de secours mutuel. Le développement du temps libre permet l'émergence d'une culture de masse.

L'affirmation de la laïcité

La laïcité entre dans l'Etat par l'école

L'école est au cœur du projet républicain. Les lois sur l'école (1881-1882) rendent l'instruction gratuite, laïque et obligatoire pour les enfants de 6 à 13 ans.

Dans les années 1880 le budget de l'instruction publique est multiplié par trois et des instituteurs et institutrices sont formés dans les écoles normales départementales. L'école permet l'apprentissage de la République. On y enseigne une morale civique fondée sur le respect des libertés fondamentales, l'idéal démocratique et l'amour de la patrie. L'école répond aussi aux demandes de promotion sociale des Français. Cependant, le lycée reste encore réservé à une élite. L'école est au cœur du combat pour la laïcité.

L'Etat se sépare des Eglises

Un long conflit oppose les Républicains à l'Eglise catholique. L'Eglise a soutenu les partisans de la monarchie au début de la Troisième République. Les Républicains lui reprochent aussi son conservatisme social. La question scolaire est au cœur de l'anticléricalisme: les républicains, qui veulent soustraire la jeunesse à l'influence du clergé, imposent la fermeture des écoles dirigées par des religieux.

Etape par étape, l'Etat républicain se sépare des Eglises, la loi de 1905 étant un des jalons importants de cette marche vers la laïcisation de l'espace public.

La Laïcité, un socle de la République

Les tensions créées par la mise en œuvre de la loi de 1905 s'apaisent progressivement.

L'expérience de la Grande Guerre rapproche l'Eglise catholique de la nation.

La laïcité, qui affirme à la fois le respect des croyances et le caractère privé de la religion, devient une valeur fondamentale de la République. Les constitutions de 1946 et de 1958 réaffirment ce principe républicain.

La République à l'épreuve

La République menacée

La IIIème république connaît des crises politiques graves qui traduisent à la fois la menace et l'échec des adversaires de la démocratie libérale.

La droite nationaliste est le principal adversaire de la République. Les nationalistes cherchent à tirer parti des difficultés de la République comme l'instabilité gouvernementale ou les scandales impliquant les parlementaires. On les retrouve dans le mouvement boulangiste en 1889, fondé sur l'antiparlementarisme et la recherche d'un pouvoir fort.

Le syndicalisme révolutionnaire veut briser par la violence une république jugée bourgeoise. Après s'être manifestés dans une vague d'attentats contre les symboles de la République, entre 1892 et 1894, les anarchistes se réfugient dans les syndicats. La grève générale révolutionnaire est adoptée comme moyen d'action par la CGT (Confédération Générale d Travail) en 1906, ce qui entraîne une série de grèves violentes (1906-1910). La répression de l'agitation par le gouvernement et les lois garantissant les droits sociaux font échouer le mouvement.

L'affaire Dreyfus, un révélateur

En 1895, Dreyfus, capitaine républicain d'origine juive, est condamné à tort pour trahison par un tribunal militaire. L'affaire Dreyfus divise les Français. Elle voit s'affirmer contre Dreyfus, des courants nationalistes et antisémites, qui trouvent écho dans une partie de l'armée et du monde catholique. Les défenseurs de Dreyfus, qui forment en 1899 un « gouvernement de défense républicain » (modérés et radicaux soutenus par les socialistes), obtiennent la réhabilitation de Dreyfus.

La République sort renforcée de cette crise en faisant triompher les Droits de l'homme et la Justice.

L'épreuve de la Grande guerre

La conduite de la guerre entraîne un renforcement de l'emprise de l'administration et le rétablissement de la censure. Une propagande intense vise à mobiliser les esprits. Les libertés publiques sont ainsi mises à mal. Cependant, au moment de l'entrée en guerre en août 1914, les Français se sont rassemblés dans l'Union sacrée pour défendre la patrie. La victoire de 1918 apparaît comme celle de la République et de la démocratie libérale. Les cérémonies de commémoration le 11 novembre, qui rassemblent tous les Français, s'ajoutent aux rites républicains.

Source : http://ww2.ac-poitiers.fr/hist_geo/IMG/pdf/republique.pdf